

DÉCLARATION DU MINISTÈRE CUBAIN DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Jair Bolsonaro, président-élu du Brésil, parlant en des termes méprisants et menaçants de la présence dans ce pays de nos médecins, a réitéré qu'il modifiera les termes et conditions du Programme « Plus de médecins », bafouant de la sorte l'Organisation panaméricaine de la santé.

Le ministère de la Santé publique de la République de Cuba, fortement attaché aux principes solidaires et humanistes qui ont guidé pendant cinquante-cinq ans la coopération médicale cubaine, a participé d'entrée, dès août 2013, au programme « Plus de médecins pour le Brésil ». Cette noble initiative de Dilma Rousseff, présidente de la République fédérative du Brésil, visait à garantir des soins médicaux à la plus grande quantité possible de Brésiliens, en accord avec le principe de couverture sanitaire universelle que promeut l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Ce programme prévoyait l'envoi de médecins brésiliens et étrangers dans des zones pauvres et marginalisées du pays.

Cuba participe donc à ce Programme par le biais de l'Organisation panaméricaine de la santé, occupant des places que ne couvrent ni les médecins brésiliens ni les médecins d'autres nationalités.

Durant ces cinq années, près de 20 000 coopérants cubains ont soigné 113 359 000 patients dans plus de 3 600 communes, touchant jusqu'à 60 millions d'habitants au moment où ils constituaient 80 p. 100 de tous les médecins participant à ce Programme. Plus de 700 communes ont bénéficié d'un médecin pour la première fois dans leur histoire.

Le travail des médecins cubains à des endroits où sévit une pauvreté extrême – les favelas de Río de Janeiro, de Sao Paulo, de Salvador de Bahía, les trente-quatre districts spéciaux indigènes, surtout en Amazonie – a été

largement reconnu par le gouvernement fédéral, par les autorités des États et par celles des municipalités, ainsi que par la population, leur acceptation s'élevant à 95 p. 100 selon une étude réalisée par l'Université fédérale de Minas Gerais à la demande du ministère brésilien de la Santé.

Ce ministère de la Santé publique avait, le 27 septembre 2016, alors que l'accord était sur le point d'expirer et que le coup d'État législatif et judiciaire contre la présidente Dilma Rousseff était en cours, émis une déclaration officielle annonçant que « Cuba continuera de participer à l'accord avec l'Organisation panaméricaine de la Santé dans le cadre du Programme "Plus de médecins", tant que les autorités locales maintiendront leurs garanties », ce qui avait été respecté à ce jour.

Jair Bolsonaro, président-élu du Brésil, parlant en des termes méprisants et menaçants de la présence dans ce pays de nos médecins, a réitéré qu'il modifiera les termes et conditions du Programme « Plus de médecins », bafouant de la sorte l'Organisation panaméricaine de la santé et l'accord que celle-ci a passé avec Cuba, mettant en doute la préparation professionnelle de nos médecins et conditionnant leur participation au Programme à la revalidation de leur titre et à des contrats uniquement individuels.

Ces modifications annoncées imposent des conditions inacceptables et violent les garanties convenues depuis le lancement du Programme et ratifiées en 2016 après renégociation du Statut de la coopération entre l'Organisation panaméricaine de la santé et le ministère brésilien de la Santé, et de l'Accord de coopération entre l'Organisation panaméricaine de la santé et le ministère cubain de la Santé publique. Compte tenu de ces conditions inadmissibles, il est impossible que le personnel cubain puisse continuer de participer à ce Programme.

Aussi, placé devant cette triste réalité, le ministère cubain de la Santé publique a-t-il pris la décision de ne plus participer au Programme « Plus de médecins », ce dont il a informé la directrice de l'Organisation

panaméricaine de la santé et les dirigeants politiques brésiliens qui avaient lancé et défendu cette initiative.

Il est inacceptable que l'on mette en doute la dignité, le professionnalisme et l'altruisme des coopérants cubains qui, avec le soutien de leurs familles, prêtent service actuellement dans 67 pays. En cinquante-cinq ans, plus de 400 000 travailleurs de la santé ont rempli 600 000 missions internationalistes dans 164 pays, et beaucoup plus d'une fois. Signalons leurs exploits dans le combat contre le virus d'Ébola en Afrique, contre la cécité en Amérique latine et dans les Caraïbes, contre le choléra en Haïti, ainsi que la participation de vingt-six brigades du Contingent international Henry Reeve de médecins spécialisés en catastrophes et grandes épidémies au Pakistan, en Indonésie, au Mexique, en Équateur, au Pérou, au Chili et au Venezuela, entre autres pays.

Dans la grande majorité de ces missions, c'est le gouvernement cubain qui en assumé les frais. De même, Cuba a formé gratuitement 35 613 travailleurs de la santé de 138 pays, expression de sa vocation solidaire et internationaliste.

Ces coopérants ont conservé à tout moment leur poste de travail et leur salaire à Cuba, de pair avec toutes les garanties professionnelles et sociales dont bénéficient les autres travailleurs du Système de santé national.

L'expérience du Programme « Plus de médecins pour le Brésil » et la participation cubaine prouvent qu'il est possible de structurer un programme de coopération Sud-Sud sous les auspices de l'Organisation panaméricaine de la santé, pour en promouvoir les objectifs dans notre région. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) l'ont qualifié de principal exemple de bonnes pratiques en matière de coopération triangulaire et de mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030 et de réalisation de ses Objectifs de développement durable (ODD).

Les peuples de Notre Amérique et du reste du monde savent qu'ils pourront toujours compter sur la vocation humaniste et solidaire de notre personnel médical.

Le peuple brésilien, qui a fait du Programme « Plus de médecins » une conquête sociale, qui a fait confiance dès le premier instant aux médecins cubains, qui en apprécie les vertus et leur sait gré du respect, de la sensibilité et du professionnalisme avec lesquels ils l'ont soigné, n'aura pas de mal à comprendre sur qui retombe la responsabilité de cette impossibilité pour nos médecins de continuer d'apporter leur contribution solidaire à son pays.

La Havane, le 14 novembre 2018